

RAPPORT DE DEMARRAGE ADOLESCENT TRANSITION IN WEST AFRICA (ATWA) SCI BFA

Nom du projet : "Adolescents Transition in West Africa"

**Zones
d'intervention :** Boucle du Mouhoun, Centre Nord, Nord

Bailleur : Ambassade des Pays Bas

Table des matières

Acronymes	3
Introduction	5
I. Les ressources humaines et les opérations sur le terrain	6
Le programme ATWA est un nouveau programme et nécessite un personnel aux compétences spécifiques qui a été recruté au cours des premiers mois du programme. Le programme étant mis en œuvre dans certaines zones qui sont de nouveaux domaines d'intervention pour SCI BFA, la base opérationnelle de Save the Children a été équipée de manière appropriée pour la mise en œuvre dans ces nouveaux domaines.	
1.1 Liste du personnel du programme	6
1.2 Sélection des partenaires	8
1.3 Liste des partenaires retenus	9
1.4 Liste des bases d'intervention	13
II. Faire participer le gouvernement	15
2.1 Rapports de discussion avec le Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues Nationales (MENAPLN)	18
2.2 Présentation de ATWA aux autorités gouvernementales décentralisées	20
2.3 Sessions de plaidoyer dans les écoles et auprès des leaders communautaires pour l'appropriation du programme ATWA	21
2.4 Sélection des écoles et des formations sanitaires	22
2.5 Liste des écoles bénéficiaires du projet	23
2.6 Liste des sujets SDR qui seront enseignés dans les écoles (plus tard) proposés par le MdE .	29
2.7 Rapport sur les discussions avec le ministère de la santé et les centres de santé	30
2.8 Liste des centres de santé	37
III. Cartographie des interventions en cours. (Projets et programmes existants en matière d'éducation à la santé sexuelle et reproductive)	45
3.1 Actions menées par les différentes structures de promotion de la SSR au Burkina Faso	45
IV. Analyser les programmes d'études tenant compte des sexospécificités	51
V. Evaluation pour Liptako Gourma. Annexe 4 (A,B,C)	52
VI. Définir les risques Annexe 5	52
VII. Estimation du coût et calendrier détaillé de mise en œuvre	52
X. Inventaire et des analyses des lignes directrices sur la santé sexuelle et les droits reproductifs des adolescents : Plans stratégiques, politique nationale, normes et procédures	52

Acronymes

Acronymes	
SRH	Sexual and Reproductive Health (Santé en matière de sexualité et de procréation)
SDSP	Santé et Droits en matière de Sexualité et de Procréation
MFSNAH	Ministère de la Femme, Solidarité nationale, Famille et de l'Action Humanitaire
MS	Ministère de la Santé
MENAPLN	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues Nationales
SCI-CO	Save The Children International / Country Office Burkina Faso
DRJPEJ	Direction Régionale de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes
DPJPEJ	Direction Provinciale de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes
DRFSNAH	Direction Régionale de la Femme, Solidarité nationale, Famille et de l'Action Humanitaire
DPFSNAH	Direction Provinciale de la Femme, Solidarité nationale, Famille et de l'Action Humanitaire
DREPS	Direction Régionale de l'Education Post-primaire et Secondaire
DRS	Direction Régionale de la Santé
DSF	Direction de la Santé de la Famille
DGREIP	Direction générale de la recherche pédagogique et de l'innovation pédagogique
CMLS	Comité Ministériel de Lutte contre le VIH, le Sida et les IST
CVD	Conseil Villageois de Développement
CEB	Circonscription d'Education de Base
CEG	Collège d'Enseignement Général
DREPS	Direction Régionale de l'Enseignement post-Primaire et Secondaire
DREPPNF	Direction Régionale de l'Education Préscolaire, primaire et non Formelle
DPEPS	Direction Provinciale de l'Enseignement post-Primaire et Secondaire
DRPPNF	Direction provinciale de l'Education Préscolaire, primaire et non Formelle
CSPS	Centre de Santé et de Promotion Sociale
CM	Centre Médical

CMA	Centre Médical avec Antenne Chirurgicale

Introduction

Adolescent Transition in West Africa (ATWA) est un projet qui vise l'amélioration de la santé et des droits sexuels et procréatifs chez les adolescents et jeunes, scolarisés ou non, des classes d'âges de [10-14] ans et [15-19] des pays de la sous-région du Liptako-Gourma en Afrique de l'Ouest. Sous financement du Ministère des Affaires Etrangères du royaume des Pays-Bas au travers notamment de son Ambassade au Mali, le projet couvre cinq (05) circonscriptions administratives « régions » réparties entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, et est prévu pour s'exécuter entre le 1er Décembre 2019 et le 30 Novembre 2023. Au Burkina Faso, le projet s'adresse les adolescents et jeunes en milieu scolaires, en l'occurrence ceux du primaire, du post-primaire et du secondaire, et couvre les régions de la i) Boucle du Mouhoun à travers les provinces de Kossi, Sourou et Nayala ; du ii) Nord à travers les provinces de Zandoma, Yatenga et Loroum et du iii) Centre-Nord à travers les provinces de Namentenga et Sanmatenga.

La première année de mise en œuvre du projet, qui constitue en effet l'étape de son démarrage et qui s'étale du 1er Décembre 2019 au 30 Novembre 2020, est marquée par le déploiement d'une gamme spécifique d'activités visant à en faciliter l'appropriation par les différentes parties prenantes. Le démarrage effectif du projet a cependant été impacté négativement du fait de la maladie à coronavirus (COVID-19), déclarée d'ailleurs « urgence de santé publique de portée internationale ».

A terme, le projet permettra l'amélioration de la santé sexuelle et génésique ainsi que des droits de 148 300 adolescents et jeunes, filles et garçons, en milieu scolaires grâce notamment à :

- L'amélioration de leurs connaissances, intentions et comportements en matière de santé et de droits relatifs à la sexualité et à la procréation et à l'égalité des sexes de par une éducation aux compétences courantes de vie dispensée par 2 424 enseignants à travers 733 écoles primaires et 75 établissements post-primaires et secondaires ;
- À la fourniture par 690 prestataires de services de SSR efficaces et adaptés aux besoins de ces adolescents et jeunes, filles et garçons, à travers 230 centres de santé dont les capacités sont renforcées également.

L'implémentation du projet se fait de manière progressive sur toute sa durée de mise en œuvre. Ainsi sont concernés les bénéficiaires en termes d'écoles primaires et d'écoles post-primaires et secondaires à partir de :

- Janvier 2021 : 590
- Septembre 2021 : 760
- Septembre 2022 : 808
- Septembre 2023 : 808

Par contre, sont systématiquement concernés, et à partir de janvier 2021, les 230 formations sanitaires préalablement identifiés.

Une répartition primaire a permis de déterminer plus généralement les cibles régionales, tant pour ce qui concerne les écoles primaires et les établissements scolaires du post-primaire et du secondaire que les formations sanitaires d'intervention. Un second processus a plus tard permis de ventiler ces cibles à l'intérieur des communes et provinces aux niveaux des différentes régions, tenant toutefois compte de critères tels que l'accessibilité géographique à la zone ainsi que l'accès en termes de sûreté et de sécurité autant du côté de chez les bénéficiaires que chez les intervenants.

I. Les ressources humaines et les opérations sur le terrain

Le programme ATWA est un nouveau programme et nécessite un personnel aux compétences spécifiques qui a été recruté au cours des premiers mois du programme. Le programme étant mis en œuvre dans certaines zones qui sont de nouveaux domaines d'intervention pour SCI BFA, la base opérationnelle de Save the Children a été équipée de manière appropriée pour la mise en œuvre dans ces nouveaux domaines.

En raison des sensibilités culturelles et religieuses liées à la SDSR, ainsi que pour développer les capacités locales durables, il est essentiel de travailler en partenariat avec les organisations locales. Leur connaissance des réalités locales et leur enracinement dans celles-ci favoriseront l'acceptation des résultats du programme par les communautés cibles et leur progression vers ces résultats. Dans le cadre de la stratégie de partenariat de Save the Children, un appel d'offres a été lancé pour sélectionner des organisations de la société civile dans des domaines d'intervention ciblés.

Dans les sections qui suivent, les détails seront fournis sur la sélection des ressources humaines, des partenaires et les bases des opérations.

1.1 Liste du personnel du programme

Le projet Adolescent Transition in West Africa, débuté en décembre 2019 nécessitait un besoin de recrutement de 16 staffs repartis sur 4 bases, dont une à Ouagadougou, Dédougou, Kaya et Ouahigouya.

Comme équipe programmatique nous avons la chargée de programme, les coordinateurs de zones responsable chacun du projet dans une région spécifique. L'équipe technique comprend un Conseiller Technique en santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes ainsi qu'un chargé de suivi et évaluation. L'équipe de support comprend une équipe financière en la personne d'Officiers financiers et d'assistants financiers et d'une équipe de logisticiens aux personnes d'officiers de chaîne d'approvisionnement et d'assistants logisticiens. Il faut noter que cette grande équipe est soutenue par l'équipe de management du Bureau Pays.

Toutefois le projet a rencontré quelques retards de recrutements notamment en la personne du Conseiller Technique et du Coordinateur de zone pour la région du Centre Nord. Le conseiller technique et le coordinateur précédemment recrutés ont quitté leurs postes après quelques mois et le recrutement de leurs remplaçants est toujours en cours. Cependant, un consultant SSRAJ a été recruté et soutient le projet le temps que le recrutement du Conseillé Technique soit finalisé.

L'organigramme de l'équipe d'intervention est présenté ci-dessous.

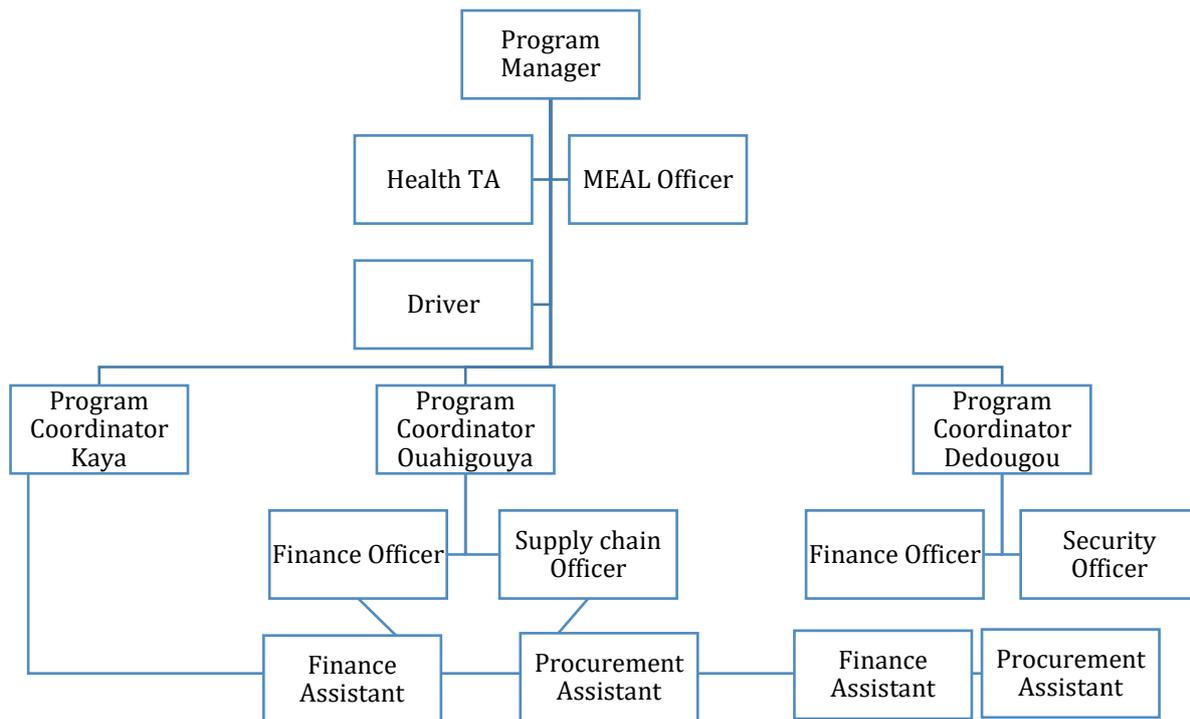


Figure 1 : Organigramme du Projet ATWA

Tableau 1 : Composition des équipes du Projet ATWA

	Position	Base	Staff name
1	Program Manager	Ouagadougou	Zague-Some Lena Yasmine
2	Health TA	Ouagadougou	Recrutement en cours (poste vacant à partir d'octobre 2020)
3	MEAL Officer	Ouagadougou	Kambire Sié
4	Health and research intern	Ouagadougou	Un assistant MEAL sera recruté en lieu et place
5	Driver	Ouagadougou	Kafando Eric
6	Program Coordinator	Kaya	Ouedraogo Karim
7	Program Coordinator	Ouahigouya	Kiema Yaya
8	Finance Officer	Ouahigouya	Zougrana Dimitri
9	Supply chain Officer	Ouahigouya	Wangre Didier
10	Finance Assistant	Ouahigouya	Damiba Malgdawinde
11	Procurement Assistant	Ouahigouya	Regis Sagnon
12	Program Coodinator	Dédougou	Dahani Hubert

13	Finance Officer	Dédougou	Recrutement en cours (poste vacant à partir d'octobre 2020)
14	Finance Assistant	Dédougou	Ouattara Siaka
15	Procurement Assistant	Dédougou	Sangaré Safiatou
16	Security Officer	Dédougou	Kebre Abdoulaye

1.2 Sélection des partenaires

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet ATWA dans les régions du Nord, du Centre Nord, et de la Boucle de Mouhoun, trois (3) partenaires devaient être identifiés soit un (1) partenaire pour chaque région. Les trois (3) partenaires identifiés pour ce projet ont été tirés de la base de données des partenaires de SCI Burkina Faso soit 135 associations et groupements. Des trois (3) partenaires identifiés, deux (2) partenaires ont déjà travaillé avec Save The Children Burkina Faso sur d'autres projets.

Dans le cadre de l'évaluation des partenaires, une équipe SCI composée du Project Manager, du Finance Officer et de la Partnership Coordinator a effectué une mission au siège des potentiels partenaires sur les zones d'interventions. Après les discussions sur le projet, la coordonnatrice des partenariats avec l'aide du Finance Assistant a procédé à une mise à jour de l'évaluation du partenaire. La parole a ensuite été donnée au chef de projet qui a présenté le projet dont le contenu se résume en 3 points essentiels :

- Informations générales et objectifs clés du projet
- Points d'action pour les prochains mois
- Situation actuelle de la zone d'intervention du projet

L'évaluation des partenaires dans les régions du Nord, Centre-Nord et la Boucle du Mouhoun a permis d'avoir une appréciation globale de chaque potentiel partenaire de mise en œuvre du projet ATWA.

- Pour l'Association Zood-Nooma pour le Développement (AZND), elle a déjà eu une expérience de partenariat avec SCI en 2018 à travers le projet « Transform/Phare » qui était un projet dont l'objectif général était de renforcer les capacités des parents pour une communication efficace parent-enfant pour une gestion responsable de la sexualité. AZND a également mis en œuvre le projet Yampoukri « Projet d'Appui à la Promotion Scolaire dans la province du Bam/Burkina Faso (PAPS-B) » qui visait à promouvoir l'éducation scolaire des jeunes filles dans la province du Bam.
- Sur la base des évaluations, l'Association AMMIE de par son expérience, a la capacité de mettre en œuvre le projet dans la région du Nord. En effet, elle dispose d'une équipe bien étoffée et expérimentée. L'association a beaucoup d'expériences en Santé Sexuelle et Reproductive, Promotion de la santé des adolescents, Education, etc. Elle a des procédures financières et comptables fiables et une gestion des ressources humaines descente.

Cependant, l'association souhaite renforcer les capacités de ses cadres et membres sur les techniques de plaidoyer et lobbying, la planification stratégique et opérationnelle, la bonne gouvernance. Bien que n'ayant jamais travaillé avec SCI, AMMIE travaille avec des organisations comme UNICEF, le Fond Mondial, Helen Keller International.

- S'agissant de l'Association SOS/Jeunesse et Défis, il a été conclu d'un commun accord que SOS/JD serait un bon partenaire de mise en œuvre pour ce projet de par son expérience dans les thématiques abordées, la connaissance de la zone d'intervention et son personnel qualifié. En effet, SOS/JD a de l'expérience en plaidoyer pour la prise en compte des besoins des jeunes dans les politiques aux niveaux local et national ; la formation sur les compétences de vie courante, paire éducation, en Santé Sexuelle et Reproductive et en Planning Familial ; Renforcement de la communication parent -enfant ; Renforcement de l'accès des femmes aux ressources et résilience des communautés. Elle travaille actuellement avec SCI dans le cadre du projet PRECOSC-AME sur la lutte contre le mariage d'enfants. A travers ce projet, l'organisation s'est vue renforcée ses capacités en matière de finances, sécurité, partenariat, logistique. SOS/JD a beaucoup d'expérience en SSR et est sans aucun doute le partenaire idéal pour la boucle du Mouhoun.

1.3 Liste des partenaires retenus

- **Association « zood-nooma »**

L'Association Zood-Nooma pour le Développement (AZND) a été créé en 1985 suite aux graves crises alimentaires provoquées par la sécheresse en 1984 dans la région du centre nord. Elle est reconnue comme une ONG nationale au Burkina Faso, le 23 août 1996. La mission de l'AZND est « d'œuvrer à la mobilisation de ressources internes et externes pour soutenir et exécuter des projets et programmes de développement humain durable au profit des populations vulnérables ». A ce jour, AZND totalise 31 Agents dont 19 permanents et 12 temporaires.

Tableau 2 : Fiche de présentation de l'association Zood-Nooma

Rôle ATWA	Nom et coordonnées
Chef de projet	SINARE Bouba E-MAIL : azn@fasonet.bf TÉLÉPHONE : 78 27 24 85
Chargé du Suivi Evaluation	NOM : OUEDRAOGO Tasséré Email : tassereouedraogo52@yahoo.fr Tel : 00226 71 24 30 73
Comptable	

	NOM : SAWADOGO Adama E-mail : sawadogoadama87@hotmail.fr Tel: 70347578
Superviseur	SAWADOGO Victor, Tel: 70146501, E-mail: victorsaw9@gmail.com
Superviseur	SAWADOGO P. Noëlie, Tel :70146294
Chauffeur	SAWADOGO Issiaka, Tel :70147532

- **Association appui moral, matériel et intellectuel a l`enfant « AMMIE »**

Créé en 1992, AMMIE est une ONG nationale, humanitaire à but non lucratif dont la mission principale est de « contribuer au bien-être de l'enfant, dans un monde plus juste et plus équitable, qui garantit la survie, la protection et le développement harmonieux de l'Enfant ». L'association AMMIE compte 89 membres dont 47 femmes et 42 hommes. Les domaines d'intervention de l'association AMMIE sont : la santé ; l'éducation/formation ; les droits humains, citoyenneté, genre et cohésion sociale ; Secours et assistance ; la promotion socioéconomique et culturelle et l'environnement et développement durable.

Tableau 3 : Fiche de présentation de l'association AMMIE

Rôle ATWA	Nom et coordonnées
Chef de projet partenaire (Programme Coordinator)	Docteur KABORE Pingdewendé Fabrice Téléphone : +226 71 60 42 14 E-mail : kaborepfabrice91@gmail.com
Comptable (Finances)	BAGUE Lamine Téléphone : +00226 70 06 85 79 et +00226 70 18 70 49 E-mail : l.bague@yahoo.fr
Chargé de suivi évaluation (MEAL)	OUEDRAOGO Amidou Téléphone : +226 60 10 22 02 et +00226 75 65 64 03 E-mail : ouedraogoa97@yahoo.fr
Superviseur (Supervisor) de la province du Lorum	OUEDRAOGO Illassa Téléphone : +226 70 88 75 36 et +226 78 06 75 25 E-mail : illiass.ued@yahoo.fr et / illassaouedraogo757@gmail.com

Superviseur (Supervisor) de la province du Yatenga	OUEDRAOGO Issouf Téléphone : +226 71 75 89 09 et 76 32 33 34 E-mail : oued9issouf@yahoo.fr
Superviseur (Supervisor) de la province du Zandoma	BELOUM Irène Téléphone : +226 70 39 58 92 E-mail : ibeloum@yahoo.fr
Chauffeur (Driver)	KONKOLE Seni Téléphone : +226 71 74 66 70
Coordonatrice Générale (National director)	BELOUM/OUEDRAOGO Tibo dite Cécile Téléphone : +226 70 25 51 56 et +00226 56 34 17 27 E-mail :Cecile.beloum@yahoo.fr

- **Association « SOS/JEUNESSE ET DEFIS »**

SOS/JD est une organisation de jeunesse à but non lucratif, à caractère national et apolitique œuvrant dans la promotion du bien être des jeunes. Créée en 2001 et reconnue officiellement en 2002, SOS/JD a pour but de contribuer à l'épanouissement et à l'amélioration de la santé de la reproduction des adolescents et des jeunes.

SOS/Jeunesse et Défis mène ses activités dans les domaines suivants :

- Sécurité alimentaire et résilience des communautés
- Promotion et protection des droits de l'enfant
- Lutte contre les mariages d'enfants et les MGF
- Nutrition
- Promotion de l'environnement et du développement durable
- Santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes
- Planification familiale
- Prévention du VIH et Prise en charge communautaire des PVVIH
- Prévention de la tuberculose et Prise en charge communautaire de la Tb.

Tableau 4 : Fiche de présentation de SOS/JD

Rôle ATWA	Nom et coordonnées
Directeur Exécutif	OUEDRAOGO Harouna 75006715 ouedharouna@gmail.com
Point focal	OUEDRAOGO Léonard 70268119 leoue2002@yahoo.fr
Chargé de programme	ZANGRE Eli 76462495 elizangre@gmail.com
Chargé de Suivi évaluation	WAONGO Dieudonné 70252858 dieugo10@gmail.com
Comptable	SAWADOGO Eugénie saweugenie2@gmail.com
Superviseur	POUYA P. Emile 70413535 emilepouya95@gmail.com
Superviseur	GARDIAGA Sita 72706140 65404656 sitaboubacar0@gmail.com
Superviseur	OUEDRAOGO Adama Tél 73352738 goseouedraogo90@gmail.com
Conducteur	COMPAORE Jules, 70031602

1.4 Liste des bases d'intervention

Save the Children ayant déjà des bureaux dans la région de la boucle du Mouhoun et du centre Nord, il n'a pas été nécessaire pour le projet ATWA d'y louer un nouveau site. Les bureaux sont partagés entre les équipes de projets intervenant dans ces zones et ATWA. Cependant dans la région du Nord, le projet a eu à contractualiser un nouveau site comme base car il ne s'y trouvait aucun bureau SCI. Le bâtiment est situé au cœur de la cité des forces vives de Ouahigouya. On note la proximité d'autres ONG sœurs comme DRC, TDH et les locaux de l'ONU. Le bureau est un Bâtiment de type F3. Ci-dessous le personnel par base

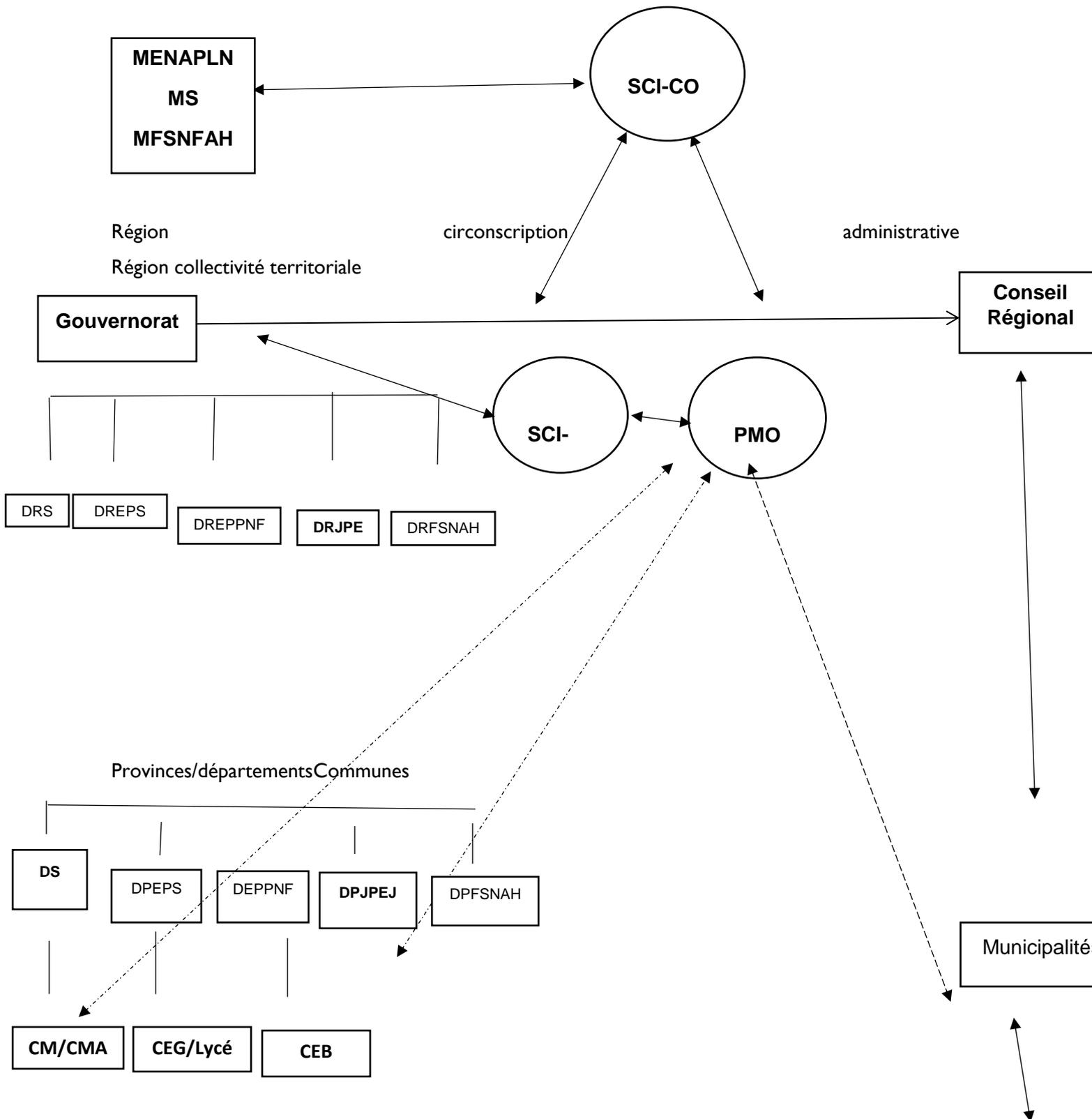
Tableau 5 : Personnel des différentes bases du projet

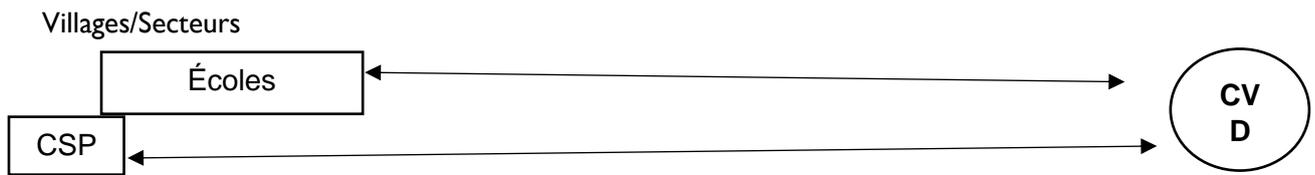
	Position	Base	Staff actuellement en place
1	Program Manager	Ouagadougou	3
2	Health TA		
3	MEAL Officer		
4	Health and research intern		
5	Driver		
6	Program Coordinator	Kaya	0
7	Program Coordinator	Ouahigouya	5
8	Finance Officer		
9	Supply chain Officer		
10	Finance Assistant		
11	Procurement Assistant		
12	Program Coordinator	Dedougou	4
13	Finance Officer		
14	Finance Assistant		
15	Procurement Assistant		
16	Security Officer		

Tableau 6 : Localisation géographique des différentes bases de SCI

	Base	Save the Children	Partenaire de mise en œuvre
1	Ouagadougou	Zone du bois, rue boar ganga 13, porte 265, 06 BP 9038 Ouagadougou 06	
2	Kaya	Cités forces vives, secteur n°4, save the children , bureau kaya, 06 bp 9038 ouagadougou 06	BP 212 Kongoussi -Secteur N°5 Bureau sis bâtiments administratifs de la SONABEL Province du Bam-Burkina Faso Tél. : 24 40 45 93 97 Email : azn@fasonet.bf
3	Ouahigouya	Secteur n°02 cite forces vives Ouahigouya Save the Children bureau de Ouahigouya, parcelle 14, lot 13, secteur 2	Avenue de Chambéry, Boite Postale 320 Ouahigouya, Burkina Faso Téléphone : +226 70 25 51 56
4	Dedougou	Villa sise au secteur 2, de la cité des forces vives de Dédougou, Save the Children, bureau de Dedougou, parcelle 11, lot 16 section 30	01 BP 2186 Ouagadougou 01 Burkina Faso / Tel: 00226 25-47-13-54/ 70-12- 13-92 /E- Mail: sdefis5@yahoo.fr / site web : www.sosjd.bf

II. Faire participer le gouvernement





L'objectif du programme ATWA est d'améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents en catalysant la fourniture d'une éducation sexuelle dans les milieux scolaires. Parallèlement à la fourniture de la formation, le programme augmentera l'accès et l'utilisation de services de santé sexuelle et reproductive de qualité adaptés aux adolescents en améliorant la qualité et la convivialité des services, y compris les attitudes, les compétences et les connaissances des prestataires de services. Pour y parvenir, le programme doit collaborer avec les institutions gouvernementales compétentes. Plus précisément, pour ce programme, les discussions avec le Ministère de l'éducation et les écoles porteront sur la définition des classes et des sujets de SSR qui seront enseignés dans les écoles et sur l'intégration de l'éducation aux compétences nécessaires à la vie courante dans les calendriers et horaires scolaires. Avec le Ministère de la santé et les centres de santé, il s'agit notamment d'entreprendre des évaluations des services actuels de SSR, et d'évaluer également leur réactivité face aux besoins des adolescents, en convenant des interventions et des modalités de renforcement des capacités.

Les institutions importantes pour le programme ATWA au Burkina Faso sont le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues Nationales et le ministère de la santé, le Ministère de la Santé ainsi que le Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire

- Au Burkina Faso, le ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENAPLN) a confié le dossier ATWA à la direction de la promotion de l'éducation inclusive, de la fille et du genre. L'introduction du programme ATWA a été très bien accueillie et suivie de plusieurs réunions au cours desquelles le contenu de l'enseignement de la SSR existant dans les écoles primaires et secondaires et les interventions actuelles dans le cadre de la SSR dans les domaines d'intervention du programme ATWA ont été discutés. Sur la question de la validation du matériel pédagogique à développer dans le cadre du programme ATWA, il a été expliqué que la Direction de l'éducation inclusive est responsable de la mise en œuvre des activités extrascolaires. Toutefois, en ce qui concerne les programmes d'études, la responsabilité incombe à la Direction générale de la recherche pédagogique et de

l'innovation pédagogique (DGREIP). À la suite de ces échanges, le 21 septembre 2020, une présentation officielle du projet a été organisée avec le Secrétariat général du MENAPLN.

- Le programme a également été présenté au ministère de la santé qui a confié le dossier de l'ATWA au département de la santé familiale qui a pris l'engagement d'accompagner SCI dans la mise en œuvre du projet ATWA dans les régions d'intervention. Afin de déterminer l'ensemble des services actuellement disponibles pour les adolescents dans les 230 points de prestation de services existants, une étude de l'existant a été réalisée en collaboration avec le ministère de la santé.
- Le programme ATWA a aussi été introduit dans les services décentralisés de l'État. Au cours des discussions, certains médecins ont évoqué les difficultés qu'ils rencontrent actuellement dans la mise en œuvre de projets travaillant dans le domaine de la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes au niveau de certains établissements d'enseignement publics, et notamment l'opposition de certains groupes religieux. Ils ont également suggéré que l'utilisation de certaines expressions soit revue afin de faciliter l'acceptation au niveau local ou communautaire et de trouver certains indicateurs plus adaptés, en raison du contexte social et culturel. Il s'agit, par exemple, de "Amélioration de la santé et des droits sexuels et reproductifs, mesurée par une réduction du taux de natalité chez les adolescentes". Toutes les recommandations formulées concernaient la mise en place de réseaux solides pour assurer une communication et une collaboration efficaces.
- Afin de sélectionner les établissements et les formations sanitaires bénéficiaires du programme, des ateliers ont été organisés par province. L'objectif principal de ces ateliers était de permettre une identification concertée des communes d'intervention du programme et dans chacune d'elle, les établissements et formations sanitaires collaboratrices.

En objectifs spécifiques, il s'agissait de :

- Identifier les différents écoles et établissements scolaires publics d'intervention du projet ATWA dans la région du Centre-Nord du Nord et de la Boucle du Mouhoun ;
- Identifier conjointement avec les services de santé de la région du Centre-Nord, du Nord et de la Boucle du Mouhoun les formations sanitaires cibles pour la fourniture des services SSR au profit des écoles et établissements scolaires publics d'intervention du projet ATWA.
- Pour garantir l'appropriation du programme ATWA au niveau des communautés et des écoles, des sessions de sensibilisation ont été organisées dans les écoles et avec les chefs de communautés. Ces séances de sensibilisation ont été conçues pour garantir que les activités du programme soient intégrées dans les calendriers scolaires annuels et les plans et budgets

d'amélioration des écoles. Les attentes et les préoccupations relatives à la mise en œuvre de ce programme ont été discutées avec toutes les parties prenantes, y compris les adolescents. Les sections ci-dessous expliquent en détail comment nous nous sommes engagés avec les institutions gouvernementales au niveau national et décentralisé.

2.1 Rapports de discussion avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues Nationales (MENAPLN)

Le **Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues Nationales** a été contacté dans le cadre de la collaboration SCI/MENAPLN sur le projet ATWA. Le Ministère a accusé réception du courrier et le dossier ATWA a été confié à la **Direction de la Promotion de l'Éducation Inclusive, des Filles et du Genre**. Plusieurs entretiens ont eu lieu et peuvent se résumer en quelques points ci-dessous (Vous trouverez plus de détails dans le tableau à la fin de cette section) :

- Échanges sur les contenus existants en matière d'enseignement de la SSR dans les écoles du primaire et du secondaire ; La Direction de l'Éducation Inclusive est chargée de la mise en œuvre des activités parascolaires. Cependant, concernant les curricula, c'est la Direction Générale de la Recherche en Éducation et de l'innovation Pédagogique (DGREIP) qui s'en charge.
- Les interventions actuelles dans le cadre de la SSR dans les zones d'intervention du projet ATWA ; Pour le développement et l'utilisation de curricula, il s'agit de prendre attache avec la DGREIP. Aussi les échanges ont porté sur la possibilité d'organiser un atelier de validation des contenus en cours d'élaboration pour la phase pilote en 2020.
- Les critères de sélection des écoles dans les zones d'intervention du projet ATWA doivent être définis avec les responsables de l'éducation au niveau décentralisé.

A la suite de ces échanges, une présentation officielle du projet a été organisée avec le Secrétariat Général du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues Nationales le 21 Septembre 2020. Les points suivants ont été abordés lors de la rencontre introductive en présence du Secrétaire General, Professeur Kalifa Traoré, et ses collaboratrices : Mme Rasmata Ouedraogo, Directrice de la promotion de l'éducation inclusive des filles et genre et Mme Nanema, Coordinatrice du Comité Ministériel de Lutte contre le VIH, le Sida et les IST.

Les sujets suivants ont été mentionnés :

- *Respect des valeurs à mettre en exergue. Il y a des cas d'abus de la part même des enseignants*
- *Étudier la possibilité de toucher plus de régions telles que les Cascades, Haut Bassins et Sud-Ouest qui ont plus de besoins.*

- *Etudier la possibilité d'engager autant d'écoles secondaires que de primaires : redimensionner le ciblage des écoles.*
- *Appuyer le ministère par la formation des enseignants si possible*
- *Travailler en synergie avec les autres acteurs en termes de modules de formation.*
- *Etudier la possibilité d'un accord de partenariat général avec le Ministère. Les démarches sont en cours.*

Tableau 7 : Tableau récapitulatif des discussions avec le ministère

Domaine Thématique	Points discutés	Actions/Decisions	Responsables
Contenus existants en matière d'enseignement de la SSR dans les écoles du primaire et du secondaire	Les échanges ont porté les curricula et autres contenus en lien avec la SSRA destinés aux élèves du primaire et du secondaire. Les documents disponibles au niveau de la Direction de l'Education Inclusive sont le guide sur la puberté et l'hygiène menstruelle (guide pour les filles), guide de techniques d'animation, le module de formation sur le dialogue parent-enfant. La Direction de l'Education Inclusive est chargée de la mise en œuvre des activités parascolaire. Cependant, concernant les curricula, c'est la Direction Générale de la Recherche en Education et de l'innovation Pédagogique (DGREIP) qui s'en charge.	Des discussions sont en cours avec la Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation Pédagogique pour avoir les informations relatives aux curricula existants.	SCI
Les interventions actuelles dans le cadre de la SSR dans les zones d'intervention du projet ATWA	Des activités parascolaires en termes de sensibilisation sur la SSR dans les établissements scolaires sont menées. Mais s'agissant de développement et d'utilisation de curricula, il est nécessaire d'en discuter avec la DGREIP.	Aspect évoqué à la rencontre avec la DGREIP	SCI
Validation des contenus d'enseignement sur la SSRA en cours par SCI dans le cadre du projet ATWA	Les échanges ont porté sur la possibilité d'organiser un atelier de validation des contenus en cours d'élaboration pour la phase pilote en 2020. Ceci est possible mais il faut l'évoquer à la rencontre avec la DGREIP, structure en charge du développement des curricula.	Aspect évoqué à la rencontre avec la DGREIP	SCI

Domaine Thématique	Points discutés	Actions/Decisions	Responsables
Divers	Présentation de projet au Ministère de l'Education. La Directrice de l'Education Inclusive dit avoir reçu la lettre d'introduction de SCI de la part du SG du Ministère de l'Education.	Suivi avec le Secrétariat General	Directrice de l'Education inclusive
	Identification de la classe au secondaire dans le cadre des activités du projet ATWA : elle a souligné que les grossesses scolaires sont fréquentes chez les filles de des classes de 5 ^{ème} et 4 ^{ème} qui n'ont pas suffisamment d'informations sur la SSR. Identification des établissements scolaires dans les zones d'intervention du projet ATWA. Les critères de sélection doivent être définis de concert avec le ministère. Les responsables de l'éducation au niveau décentralisé seront chargés de la sélection des structures.	Identification des critères de sélection des structures scolaires à enrôler par le projet ATWA	SCI et MENA

2.2 Présentation de ATWA aux autorités gouvernementales décentralisées

Une sortie a été effectuée dans les régions du Centre-Nord, du Nord et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso, en vue de présenter le projet ATWA (Adolescent Transition in West Africa) aux services déconcentrés de l'Etat, et particulièrement à l'endroit de ceux en charge de l'éducation et de la santé. Le projet a été introduit, successivement, auprès de :

- **Direction Régionale de l'Education Post-primaire et Secondaire (DREPS) :** Un exposé sommaire du projet a été fait, et des données utiles de planification opérationnelle ont été demandées et reçues. Les Directeurs ont exprimé leur entière disponibilité pour accompagner la mise en œuvre du projet ATWA, et souhaité cependant avoir au préalable l'accréditation de leur ministère de tutelle pour prévenir les écueils qui pourraient plus tard se présenter.
- **Direction Régionale de la Santé (DRS) :**

Le projet a été introduit au DRS , aux Medecins Chefs de Districts ainsi qu'au Responsable du cluster santé au niveau de la région du Centre-Nord

Certains médecins ont évoqué des difficultés auxquelles ils font actuellement face dans la mise en œuvre de projets œuvrant dans le domaine de la promotion de la santé des droits sexuels et reproductifs au profit des adolescents et jeunes au niveau de certains établissements publics d'enseignement, et en particulier l'opposition de certains groupes religieux.

Aussi, d'autres médecins ont suggéré de revoir l'utilisation de certaines expressions pour en faciliter l'acceptation au niveau local ou communautaire : C'est, par exemple, l'expression :

- ✓ L'égalité des sexes chez adolescents.

D'autres indicateurs sont jugés difficiles à mesurer. C'est, par exemple :

- ✓ Diminution du pourcentage d'adolescentes ayant déjà été enceintes ou ayant déclenché une grossesse.

D'autres indicateurs encore sont jugés pour être inadaptés, et donc inacceptables en raison du contexte social et culturel. C'est, par exemple :

- ✓ Une amélioration de la santé et des droits relatifs à la sexualité et à la procréation mesurée par une réduction du taux de natalité chez les adolescentes

Recommandations ou actions urgentes

- Réseauter immédiatement chaque grand groupe d'acteurs (DREPS ; DREIPS et DRS) en initiant une communication efficace
- Cartographier les acteurs intervenant déjà dans la région dans le domaine de la SSR au profit des adolescents pour une synergie des actions et un partage des expériences déjà acquises.
- Impliquer activement également les responsables SSR régionaux au niveau même des DREPS et DREPPNF.
- Recueillir les avis et recommandations des différents personnels médicaux en vue de permettre une planification opérationnelle plus pertinente.

2.3 Sessions de plaidoyer dans les écoles et auprès des leaders communautaires pour l'appropriation du programme ATWA

En vue de permettre d'accroître l'appropriation du projet ATWA au sein des communautés bénéficiaires, la conduite de plaidoyers à l'endroit de certaines catégories de personnes dont en particuliers les leaders religieux et coutumiers, les adolescents scolarisés eux-mêmes ainsi que certains groupes communautaires s'est avérée indispensable.

En effet, ces sessions de plaidoyer visaient spécifiquement à :

- S'assurer que les modules sont incorporés dans les calendriers scolaires annuels et planifier conjointement les horaires des sessions ;
- Faire un plaidoyer auprès des enseignants et les leaders communautaires des provinces pour inclure les éléments de GHM dans les plans d'amélioration des écoles ;
- Faire un plaidoyer auprès des enseignants et les leaders communautaires des provinces pour inclure les éléments de GHM dans le budget de l'école ;
- Faire un plaidoyer auprès des enseignants et les leaders communautaires des provinces et la communauté pour un système de gestion des déchets respectueux de l'environnement et de soutenir l'élimination discrète des déchets dans les écoles ;

- Recueillir les attentes et les préoccupations des adolescents (es) des provinces pour la mise en œuvre du présent programme.

Des échanges directs ont permis ainsi d'expliquer mieux les objectifs du projet, et de recueillir parallèlement les préoccupations qui sont les leurs dont particulièrement :

- Les préoccupations des enseignants relativement à l'implémentation des modules qui, selon eux, engendrent des surplus d'horaires de travail au regard des emplois de temps déjà surchargés ;
- L'étalement de préoccupations d'ordre pécuniaire pouvant constituer une source véritable d'étranglement à la mise en œuvre du projet si jamais celle-ci ne trouvait pas satisfaction eu égard de la fixation des heures de cours en dehors des horaires normaux,
- Un risque de censure parentale sur la question de la SSR chez les adolescents, car donner l'accès à l'information pourrait, selon les déclarations des parents des adolescents, entraîner ces derniers sur la voie de la débauche

La session d'information et de plaidoyer dans les écoles et auprès des leaders communautaires a été saluée par l'ensemble des participants à ces rencontres. Cette rencontre qui se veut être une tribune d'interpellation et d'engagement à s'approprier les activités du projet ATWA a reçu l'assentiment de l'ensemble des communautés cibles car cela constituait une attente pour les bénéficiaires et aussi l'ensemble des parties prenantes à la mise en œuvre de ce projet et va aussi combler un besoin de plus en plus exprimé chez les adolescents. Pour y arriver, le projet pourra compter sur l'engagement de tous pour l'atteinte de ses objectifs.

2.4 Sélection des écoles et des formations sanitaires

Le ciblage des écoles, établissements scolaires ainsi que les formations sanitaires d'intervention du projet a connu des processus participatifs tant au niveau de l'éducation que de la santé. Sur base de la répartition primaire des cibles régionales du projet, une répartition secondaire a permis de ventiler les différentes cibles à l'intérieur des provinces et des communes d'intervention du projet grâce à la pleine participation des autorités régionales et provinciales concernées : Les DRS ont chacun, préalablement, déterminé une clé de répartition des différentes formations sanitaires par province d'intervention sur leurs aires sanitaires respectifs d'intervention ;

Sur base également de concertations préalables entre les différents DPEPPNF des provinces d'intervention au niveau de chaque région, une clé de répartition provinciale a pu être déterminée au niveau de chaque région pour ce qui est des écoles primaires ;

Sur base également de concertations préalables entre les différents DPEPS des provinces d'intervention au niveau de chaque région, une clé de répartition provinciale a pu être déterminée au niveau de chaque région pour ce qui est des établissements post-primaires et secondaires.

Une fois l'ensemble des écoles et établissements scolaires d'intervention ciblées de manière participative et à l'échelle provinciale, le maillage autour des formations sanitaires ont été fait par les différentes équipes des différents districts sanitaires sur base des quotas prédéterminés tout en tenant compte, au mieux, de critères tels l'accessibilité géographique et l'accessibilité socio-culturelle.

2.5 Liste des écoles bénéficiaires du projet

Tableau 8 : Liste des écoles bénéficiaires du projet

REPARTITION DES ECOLES (PRIMAIRE, POST PRIMAIRES) BENEFICIAIRES DU PROJET ATWA			
	Région	Communes	Ecoles
		BARANI	BARANI A
			NINIANOU
			SOKOURA
			TIRA
		BOMBOROKUY	DANEKUY
			MARIASSO
			BOMBOROKUY B
			TENI
		DJIBASSO	DJIBASSO A
			KIEME
			KANSARA
			IRA
			DJIBASSO B
			TIENEKUY
			DJIBASSO C
			KIRA
			CEG de Tiénékuy
			CEG de Kira
		DOKUY	DOKUY
			KAMADENA
			DOUBALE
		DOKUY	SOUM
		DOUMBALA	DAKUY
			DOUMBALA A
			KOLONZO
			NIA
			MOUNAKORO
			CEG de Konkuy-Koro
		GASSAN	Moara-Grand

		Sourou A
		Djimbara A
		Lery
	GOMBORO	Gorombouli
		Basbatenga
	GOSSINA	Bosson
		Kwon A
		Gossina A
		Koayo
	KASSOUM	Bassan
		Ouori
	KIEMBARA	Kiembara "A"
		Dio "A"
		Kiembara"C"
		Kirio
		Ouellé"A"
		Ouellé"B"
		Tourouba"A"
		LD de Kiembara
		CEG Kiembara
	KOUGNY	Gounian
		Nimina
		Sebere
		Kamba
		Goury
		Niaré A
		Goin
	LANKOUE	Lankoué"D"
		Lankoué"A"
		Rassouly"A"
		Lankoué"C"
		Gorgaré
		Gourbala
		Gourbassa
		Lankoué"B"
		Rassouly"B"
		LD de Lankoué
	MADOUBA	MADOUBA
	NOUNA	NOUNA CENTRE A
		TONI
		BAGALA
		KEMENA
		DARA A
		CERGY

BOUCLE DU
MOUHOUN

		DEMBO
		KONAKOIRA
		DIGANI
		SIMBADOUGOU
		NOUNA SECTEUR I
		CEG de Dara
		LP de Nouna
	TOENI	Komyargo
	TOMA	Zouma A
		Koin A
		Pankele
	TOUGAN	Yéguéré"A"
		Dona Drabo"A"
		Goron
		Kassan"A"
		Nassan"A"
		Zizin
		Sissilé
		Daka"A"
		Daka"B"
		Dimboro
		Diouroum"A"
		Secteur 5
		Yéguéré"B"
		Alwata Diawara"A"
		Alwata Diawara"B"
		Dâ"A"
		Dâ"B"
		Kassan"B"
		Kassan"C"
		Kawara"A"
		Kawara"B"
		Nassan"B"
		Lycée de Kassan
	TOUGAN	Lycée communal de Tougan
	YABA	Biba B
		Bounou B
		Sapala A
		Siélé A
		CEG Kéra
		CEG Saran
	YE	Daman A

		Yé B
		Doumbassa
		Yé A
		Mélou A
		Niempourou
		Sankoué A
		Bouna
		CEG Daman
	NORD	TITAO 1&2
		Hargo
		Salkoudgo
		Salla
		Sillia
		Signoghin
		Watinoma
		You Baongpooré
		You Bougsaka
		You Yoda
		Quindigui
		Quindigui A
		BASSI
		SAYE «A »
		RONDOLGA
		BASSI « A »
		BOUSSOU
		BANGASSE "A"
		TAMOOUNOUMA "A"
		Gourcy
		SECTEUR 3 "A"
		NIESSEGA "A"
		MAKO
		GOURCY "A"
		MOUNDIAN
		BISNABA
		NIESSEGA "B"
		LEBA
		BOULOLOU "A"
		TOUGO
		TOUGO "A"
		RIDIMBO
		KELEGUEM
	Barga 10	
	BARGA « A »	
	BARGA « B »	
	LEMBNOGO	
	KALSAKA	
	BATOUM	
	BEMA SILMI MOSSE	
	BERENGA	
	BOULLE	
	KALSAKA « A »	
	KOSSOUKA « B»	
	KOSSOUKA « C »	

		BOUSSOUMA	Louda
			Nessemtennga
			Fatin
			Forgui
			Nioniongo
			Boalla
			Boussouma "C"
			Kassiri
		KORSIMORO	Korsimoro
			Korsimoro
			Imiougou
			Nimpouï
			Sabouri- Sonkin
			Korsimoro
			Nababouli
		ZIGA	Gandin
			Guibtenga
			Ziga
			Soubeira Natenga
			Ouagoulé
			Soubeira Nakoara
		KAYA	Kaya
			Kaya
			Kaya
			Basbériké
			Basnéré
			Sian
			Kaya
			Kaya
			Kalambaogo
			Konéan
			Kaya
			Kaya
			Kalambaogo A
		MANE	Komestenga
			Mané
			Silmidougou
			Tanzéongo
			Mané
			Mané
		PIBAORE	Bagadogo
			Gandhi
			Kaonghin Sanrgo
		PISSILA	Pissila
			Pissila
			Koalma
			Poulallé

CENTRE NORD

		Tikato
		LD Pissila
		LM Pissila
	BOULSA	BONAM
		BOULSA A
		BOULSA C
		KOGONERE
		KOLGONSOM CL
		OUIDI
		SAMANDIN
		SECT I
		BOULOMDIN
		BOULPELA
		BOULSA EST
	DARGO	

2.6 Liste des sujets SDSR qui seront enseignés dans les écoles (plus tard) proposés par le MdE

Guide pédagogique du MdE : Annexe I

Suite aux échanges avec le MENAPLN, des modules de formation SSRAJ ont été développés par SCI et partagés avec la Direction technique de référence, ici la Direction de la promotion de l'éducation inclusive des filles et du genre. La Direction a jugé bon de faire intervenir la Direction en charge des programmes dans le processus. Cependant après étude des modules, SCI a été informé par courrier du Secrétaire General de l'impossibilité d'une quelconque validation des modules présentés car le Ministère en charge de l'Education possède déjà des modules dans ce sens qui doivent être adoptés pour toutes interventions en milieu scolaire.

Le Ministère nous a cependant rassuré que les contenus des thématiques préoccupantes en matière de SSR et de l'ECS que sont les mutilations génitales féminines, la santé sexuelle et reproductive (SSR), ainsi que le mariage d'enfants, ont été intégrés dans les nouveaux curricula de l'éducation de base dans l'ambition de combattre ces maux par l'éducation de la jeunesse. En rappel il y a une réforme de toute l'éducation nationale qui est en cours depuis 2013 et ce jusqu'à 2025 où tous les manuels en préscolaire, primaire, post-primaire et secondaire sont en relecture.

Ainsi en 2017-2018 avec l'appui de l'Unicef, le Ministère en charge de l'éducation a élaboré et diffusé 600 exemplaires seulement (faute de financement) le présent Module de formation sur les thématiques relatives aux mutilations génitales féminines à la santé sexuelle et reproductive et au mariage d'enfants à l'intention des enseignants et formateurs de formateurs de l'éducation de base. Le ministère en charge de l'éducation ainsi que le ministère de la santé sont en collaboration pour l'élaboration d'un module

plus complet et plus exhaustif tenant compte du contexte burkinabè et qui sera l'Éducation à la vie familiale où toutes les thématiques sans tabou y seront traitées.

Des enseignants des régions du Centre, Centre-Sud et plateau central ont déjà bénéficié des formations sur les modules du ministère à travers l'ONG ACRA.

Le ministère nous rassure sur sa capacité et disponibilité à assurer et accompagner la formation des formateurs et des enseignants dès que SCI approuve les modules proposés. Du reste le premier trimestre ayant été consacré au rattrapage de l'année scolaire 2019-2020 écourtée par la pandémie de la COVID-19 au Burkina Faso, la rentrée effective avec le programme de 2020-2021 sera en janvier 2021.

Les modules sont actuellement en révision auprès du département technique SCI.

2.7 Rapport sur les discussions avec le ministère de la santé et les centres de santé.

Le Ministère de la Santé a été contacté dans le cadre de la collaboration SCI/MS sur le projet ATWA. Le Ministère a accusé réception du courrier et le dossier ATWA a été confié à la Direction de la Santé de la Famille. Plusieurs entretiens ont eu lieu en présence du Dr Valérie ZOMBRE, Directrice de la Santé de la Famille, du Dr Mathieu BOUGOUMA, Chef de bureau de la Planification Familiale, Dr André NIKIEMA, Bureau Santé des Adolescents et Jeunes et du Dr Moussa DADJOARI, chef de bureau de maternité à moindre risque.

Les échanges peuvent se résumer en quelques points ci-dessous :

- Présenter le projet ATWA ;
- Présenter les activités clés pour le volet « collaboration avec les centres de santé » notamment la rencontre de présentation du projet au niveau régional ;
- S'accorder sur la collaboration Ministère de la Santé-ATWA.

Tableau 9 : Tableau récapitulatif des discussions avec le ministère de la santé, les centres de santé

Domaine Thématique	Points discutés	Actions/Décisions	Responsables
Présentation du Projet ATWA	Le projet a été présenté à l'équipe de la DSF présente à la rencontre. Quelques questions d'éclaircissement ont été posées et des réponses ont été apportées.		
Présentation des activités clés pour le volet « collaboration avec les centres de	Les échanges ont porté sur : - Les interventions dans les formations sanitaires ; - L'établissement d'un lien entre les écoles et les formations sanitaires ;	Implication de la DSF dans l'évaluation de l'existant en matière de qualité au niveau des FS identifiées et dans les supervisions	SCI

Domaine Thématique	Points discutés	Actions/Décisions	Responsables
santé » notamment la rencontre de présentation du projet au niveau régional	- Le lancement du projet au niveau régional	Partage des premiers drafts des éventuels outils SSR qui seront élaborés et utilisés pour inputs de la DSF	SCI
		Implication de la DSF dans le lancement au niveau régional	SCI
Collaboration Ministère de la Santé-ATWA	Les échanges ont porté sur les pistes de collaboration entre le Ministère de la Santé à travers la DSF et SCI dans le cadre de la mise en œuvre du projet ATWA	Implication effective de la DSF dans le processus de mise en œuvre du projet	DSF, SCI
		Mise en place de cadre de concertation avec les parties prenantes	SCI, DSF
		Intégration de SCI dans les cadres existants notamment le groupe technique SR	SCI
Suggestions faites par la DSF	<p>La DSF a fait des suggestions que sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge de 2 superviseurs de la DSF pendant la Semaine Nationale de la Planification Familiale en Octobre qui visitera les régions d'intervention de ATWA ; - Prise en compte des infirmeries scolaires ; - Tenir compte des Formations Sanitaires d'intervention de HKI dans la boucle du Mouhoun pour éviter les doublons. Selon la DSF, cette ONG met en œuvre un projet de SSR à ATWA dans la zone. 		

En conclusion, la rencontre s'est bien passée et la DSF a pris l'engagement d'accompagner SCI dans la mise en œuvre du projet ATWA dans les régions d'intervention.

Suite à ces échanges, ATWA et la DSF ont eu a collaboré sur les activités suivantes :

- La formation des enquêteurs pour l'étude de l'existants
- La supervision de collecte de données
- La planification de la formation des prestataires de santé
- Déploiement de mesures anti-covid_19

a. La formation des enquêteurs pour l'étude de l'existant

La formation a été organisée par Save the Children International (SCI) Burkina Faso. Les formations ont été facilitées par la Direction de la Santé de la Famille et SCI. Toutes les sessions de formation se sont tenues en une (1) journée chacune au cours desquels les mêmes objectifs ont été abordés.

On retiendra de ces formations la synthèse suivante des trois régions.

Deux (02) modules sont dispensés au cours de chaque session :

1. La Maîtrise **des outils de collecte des données et**
2. La présentation du **logiciel kobo collect**

Les points suivants ont été discutés :

- a. Formulaire d'assentiment pour l'adolescent patient
- b. Formulaire de consentement pour l'infirmier chef de poste de sante
- c. Formulaire de consentement pour le prestataire de soins et le patient dans le cadre d'une interaction prestataire patient
- d. Formulaire de consentement pour un adulte de la communauté
- e. Parent ado patient
- f. Guide de focus groupe adolescents
- g. Questionnaire d'entretien avec des adolescents et adolescentes
- h. Questionnaire pour les agents de santé à base communautaire (ASBC)
- i. Questionnaire d'entretien des infirmiers chef de poste
- j. Observation de l'interaction client/patient-prestataires de soins
- k. Questionnaire d'observation et liste de contrôle pour la gestion des stocks du CSPS
- l. Questionnaire pour les prestataires de soins au CSPS
- m. Guide d'entretien avec adultes dans la communauté (leaders communautaires (Ih+If), maires/conseillers)

Autres Thèmes Abordés :

- L'attitude d'un enquêteur dans un contexte d'insécurité.

L'enquêteur doit se présenter et donner l'objet de sa visite et faire preuve d'humilité, de simplicité. Il doit aussi préciser à l'enquêteur, la condition dans laquelle l'entretien se déroulera et le temps que prendront les échanges.

- Le règlement relatif à la défense des enfants

C'est un document qui présente les règlements et les procédures établis afin de garantir que Save the Children International soit reconnue comme une organisation de défense des enfants. L'application de règlement est le moyen par lequel Save the Children International s'assure de sa propre conformité avec le protocole de défense des enfants, ainsi qu'avec le bulletin 2003 du Secrétaire général, qui concerne les mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les abus sexuels.

b. La supervision de collecte de donnée
Tableau 10 : Récapitulatif des travaux

LES POINTS POSITIFS	LES POINTS A AMELIORER	SOLUTIONS APORTEES
Région de la Boucle du Mouhoun		
<ul style="list-style-type: none"> • Bonne implication de la DRS ; • Bonne implication des MCD et des ICP des formations sanitaires concernées ; • Bonne implication du partenaire de mise en œuvre ; • Disponibilité et accompagnement des ICP ; • Bonne motivation et un bon engagement des enquêteurs ; • Visite effective des formations sanitaires ; • Participation active des enquêtés ; • Adhésion des adolescents enquêtés à la collecte des données ; • Maîtrise des outils de collecte par les enquêteurs ; • L'ensemble des catégories d'informateurs ont été touchés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de communication entre les parties prenantes ; • Retard dans le paiement de certains enquêteurs ; • Réalisation de la collecte des données dans deux formations sanitaires en une journée par une équipe d'enquêteur ; • Non maîtrise de leur rôle par les superviseurs du partenaire de mise en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Briefing fait sur place aux superviseurs rencontrés • Échanges faites avec les financiers de SCI pour la PEC des enquêteurs concernés • Rappel fait aux superviseurs et aux enquêteurs que l'enquête se fait dans une FS/Aire de santé par jour ; • Briefing fait aux superviseurs sur leur rôle.
Région du Nord		
<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance générale du projet par les acteurs ; • Avis favorable du DRS pour la collecte ; • Visite des partenaires de mise en œuvre du projet (AMMIE) ; 	<ul style="list-style-type: none"> • L'arrivée tardive de l'avance des enquêteurs ; • La situation sécuritaire réduite dans certaines communes du Nord ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre disponible les ressources avant le démarrage de l'enquête ;

<ul style="list-style-type: none"> • Présence des enquêteurs au niveau des communes, formations sanitaires pour la collecte des données 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance dans la répartition des communes par proximité ; • Le non disponibilité de la note d'autorisation de collecte signée • Enregistrement d'un cas d'incident sur le terrain 	<ul style="list-style-type: none"> • Recruter les enquêteurs au niveau des communes pour la réalisation de l'enquête ; • Réaliser la répartition des communes par axe ; • Acquérir l'accréditation avant le démarrage de la collecte ; • Prendre en charge les cas d'incidents survenant pendant la collecte
Région du Centre Nord		
<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance générale du projet par les acteurs ; • Avis favorable du DRS pour la collecte ; • Information reçues les agents de santé par les supérieurs hiérarchiques en lien avec le passage des enquêteurs dans les formations sanitaires ; • Visite des partenaires de mise en œuvre du projet (ANZD : Association Zood-Nooma pour le développement) • Présence des enquêteurs au niveau des communes, de formations sanitaires pour la collecte des données 	<ul style="list-style-type: none"> • L'arrivée tardive de l'avance des enquêteurs ; • Insuffisance dans la répartition des communes selon la proximité ; • La non disponibilité de la note d'autorisation de collecte signée ; • Enregistrement de deux cas d'incident (Accident lors de la collecte) ; <ul style="list-style-type: none"> ○ Implication des responsables aux niveaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre disponible les ressources avant le démarrage de l'enquête ; • Recruter les enquêteurs au niveau des communes pour la réalisation de l'enquête ; • Réaliser la répartition des communes par axe ; • Acquérir l'accréditation avant le démarrage de la collecte ; • Prendre en charge les cas d'incidents survenant pendant la collecte

c. La planification de la formation des prestataires de santé

Une rencontre préparatoire de la formation des formateurs des prestataires de santé sur *l'offre de services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux besoins des adolescents a été organisée par SCI et la DSF*. La phase préparatoire de la Formation des Formateurs a eu pour objectifs de :

- ❖ Passer en revue les documents stratégiques et les modules de formations au cours d'une phase préparatoire ;
- ❖ Elaborer les présentations PPT et répartir les rôles pour les sessions de facilitations
- ❖ Organiser la formation des formateurs de 12 Districts Sanitaires ;
- ❖ Elaborer le plan de formation des prestataires des structures de santé de base couvertes par ATWA ;
- ❖ Elaborer le plan de supervision des formations des prestataires par les formateurs du niveau central ;

La formation des formateurs a débuté avec l'introduction de Dicko Yahia, conseiller régional du projet ATWA. Ainsi, la présidence de l'atelier a été assurée par la Direction de Santé de la Famille pour assurer la police des débats.

Les travaux ont débuté avec la revue des modules de formations qui ont permis de s'accorder sur la méthodologie de la formation à adopter ainsi que sur la nature des modules qui sont celles de bases destinées aux prestataires de santé et celles secondaires.

En outre, les standards au nombre de cinq ont été présentés sur l'offre de service de santé sexuelle et reproductive aux adolescents.

Il a été procédé la répartition des tâches, de la méthodologie adoptée et à l'amendement de l'agenda de la formation des formateurs. A la suite de l'amendement de l'agenda, des fichiers ont été partagés avec l'ensemble des participants. C'est sur ce dernier point qu'a suivi la clôture de la rencontre sur la phase préparatoire de la Formation des Formateurs.

d. Déploiement de mesures anti-covid_19

Le bailleur de fonds ayant consenti des efforts financiers supplémentaires en vue de conjuguer ses efforts d'avec ceux engagés déjà par les États et autres organismes pour contenir la propagation de cette nouvelle pandémie, ATWA a pu déployer un paquet additionnel d'activités présentés alors comme mesures de mitigation des risques associés à l'attente des résultats escomptés sur la période. Afin de réduire les risques associés et afin également de contribuer à la lutte engagée internationalement contre cette pandémie, les activités suivantes ont été déployées :

- Installations de clubs virtuels COVID-19 :

75 clubs, virtuels et physiques, ont été constitués et permis d'améliorer les connaissances des adolescents sur les généralités du covid-19, les modes de transmission et les signes de la maladie, les

moyens de protection et de prévention et, par ailleurs, de contribuer à diffuser au sein de leurs entourages, groupes de pairs et familles les messages de sensibilisation y relatifs. Ces clubs ont été animés par les formations sanitaires sous la supervision des Médecins Chefs de Districts.

- Réhabilitations d'infrastructures socio-sanitaires

Dans le cadre du déploiement des actions visant à permettre de prendre en charge médicalement et localement les cas avérés de COVID-19, huit (08) formations sanitaires et districts sanitaires sont actuellement bénéficiaires de travaux de réhabilitation de certains de leurs infrastructures socio-sanitaires afin de leur permettre de créer des espaces d'isolement COVID19. L'identification des sites et des besoins a été faite de manière participative avec l'implication des premières autorités sanitaires régionales en étroite concertation d'avec les responsables des différents districts sanitaires bénéficiaires : stratégie à même de contribuer à l'appropriation et à la pérennisation des actions du projet par eux-mêmes les bénéficiaires.

- Distribution d'intrants

Un certain nombre d'intrants médicaux et de produits d'hygiène ont été distribués également à 60 formations sanitaires comme contribution aux mesures de mitigation des risques associés au COVID_19.

- Distribution des affiches COVID-19

L'ensemble des écoles primaires, établissements post-primaires et secondaires et formations sanitaires des zones d'intervention du projet ATWA a reçu des kits de messages de sensibilisation sur le COVID-19 (Message du Ministère de la Santé) constitué chacun de quatre (04) affiches différentes, plastifiées et en couleurs.

- Réalisations et diffusions de spots COVID-19

Plusieurs spots radiophoniques, réalisés dans les langues locales majoritaires au niveau de chaque région, ont été réalisés et diffusés entre les mois de septembre et décembre 2020, et permis de toucher un large audimat en termes d'informations sur les mesures préventives portant sur le COVID-19.

2.8 Liste des centres de santé

Tableau 11 : Répartition des formations sanitaires bénéficiaires du projet ATWA

REPARTITION DES FORMATIONS SANITAIRES BENEFICIAIRES DU PROJET ATWA

	Région	Communes	Formations sanitaires
	BOUCLE DU MOUHOUN	BARANI	Barani
			Bomborokuy
			Sokoura
			Barani
		BOMBOROKUY	Bomborokuy
			Yévé Dougou
			Bomborokuy
			Borékuy
		DJIBASSO	Djibasso
			Kieme
			Kansara
			Ira
			Djibasso
			Tiénékuy
			Djibasso
			Ouarokuy
			Tiénékuy
			Ouarokuy
		DOKUY	Dokuy
			Kamandena
			Gassingo
		DOKUY	Dokuy
		DOUMBALA	Konkuy-Koro
			Doumbala
			Kodara
			Nian
			Mounakoro
		GASSAN	MOARA GRAND
	GASSAN		
	GOMBORO	GASSAN	
		MOARA GRAND	
		Gan	
		Bangassogo	
	GOSSINA	GOSSINA	
		KWON	
		GOSSINA	
		SAOURA	
	KASSOUM	Tianra	
		Kassoum	
	KIEMBARA	Kiembara	

			Urbain tougan
			Goron
			Kassan
			Urbain tougan
			ZizinDa
			Bonou
			Daka
			Niankoré
			Diouroum
			Diouroum
			Urbain tougan
			Bousoum
			Urbain tougan
			Urbain tougan
			ZizinDa
			ZizinDA
			Kassan
			Kassan
			Kawara
			Kawara
			Urbain tougan
			Kassan
		TOUGAN	Urbain tougan
		YABA	BIBA
			YABA
			KERA
			YABA
			KERA
			YABA
		YE	DAMAN
			YE
			NIEMPOUROU
			YE
			SAOURA
			NIEMPOUROU
			SANKOUE
			YE
			DAMAN
	Nord	TITAO I&2	Urbain
			Rambo
			You
			Dougouri
			Salla

		ZODO
		GONDOLOGO
		BINGO
		Tougouzagou
		NABA TIGRE
		BOGOYA
		Bougouré
		ZIGA
		RIGUI
		BOURSOUMA
		Nongfaïré
		LOUGOURI
	Rambo	IRIM
		POURRA
		RAMBO
		BOUGA
	Séguénéga 1,2	GUITI
		URBAIN 1
		GAMBO
		SIMA
		URBAIN 2
		RAMSA
		CMA Séguénéga
	Tangaye	NAMSIGUIA
		TANGAYE
	Thiou 1, 2	PETISSIRO
		KALO
		THIOU
		SIM
		BANGO (Thiou 2)
	Zogoré	NANGO
		ZOGORE
	BOUSSOUMA	CM Boussouma
		CSPS de Louda
		CSPS Nessemtega
		CSPS Forgui
		CSPS Niniongo
		Dispensaire Fatin
		CSPS Birgui
		CSPS Tagala
	KORSIMORO	CM Korsimoro
		CSPS Baskoudré
		CSPS Pissiga
		CSPS Sabouri
		CSPS Nakoara

CENTRE NORD

			CSPS Zambanga
			Dispensaire Kampinga
		DARGO	CSPS Dargo
			CSPS Kogsablogo
			CSPS Yaongo
		ZEGUEDEGUIN	CSPS Lillougou
			CSPS Zéguédéguin

III. Cartographie des interventions en cours. (Projets et programmes existants en matière d'éducation à la santé sexuelle et reproductive)

Les études et analyses sont primordiales pour disposer d'un état des lieux concret et mettre en place des projets qui atteindront les bonnes personnes aux bons endroits. Au Burkina Faso, aussi bien les structures gouvernementales que les ONG/Associations, divers projets et études sont mis en œuvre sur les différentes thématiques liées à la SSR. On relève que les actions menées dans le domaine de la SSR se focalisent sur les connaissances des jeunes et adolescents sur le VIH et la santé la reproduction, les attitudes des jeunes sur le plan de leurs relations, les grossesses non désirées, les violences, etc., les études s'avèrent révélatrices des situations de vulnérabilité dans lesquelles les jeunes filles et femmes se trouvent. Nous exposerons succinctement le contenu des actions menées par les différentes structures de promotion de la SSR au Burkina Faso. Il faut noter que ces actions ne sont pas exhaustives et ont été l'œuvre d'une collecte documentaire auprès des structures qui interviennent dans la SSR ou l'éducation à la SSR.

3.1 Actions menées par les différentes structures de promotion de la SSR au Burkina Faso

a. **Université Ouaga I Professeur Joseph KY-ZERBO : projet « Répondre aux violences sexuelles envers les adolescent (e)s au Burkina Faso pour le respect de leurs droits sexuels et reproductifs**

L'objectif général de ce projet d'une durée de 3 ans est de produire un modèle alternatif intégré pour la réduction des violences sexuelles à l'égard des adolescent (e)s et de leur impact sur les victimes et d'élaborer une stratégie d'intervention collaborative et multisectorielle basée sur ce modèle en vue d'améliorer la prévention et les réponses aux violences sexuelles sur les adolescent (e)s au Burkina Faso. Pour cela, le projet s'est focalisé sur l'amélioration des connaissances des cibles en matière de SSR, le développement de compétences comportementales, et la réduction de violences sexuelles et leurs conséquences en milieu scolaire. Les activités mises en œuvre par le projet demeurent les sensibilisations pour le changement de comportements ; le renforcement des compétences des acteurs ; assistance juridique et judiciaire des victimes des violences sexuelles.

b. **Institut Supérieur des Sciences de la Population/ Université Ouaga I : projet « La socialisation sexospécifique des très jeunes adolescents à l'école et à la santé sexuelle et reproductive**

Ce projet d'une durée de 3 ans et d'un montant de 750 000 dollars CAD (322 117 500 FCFA), vise à mieux comprendre la façon dont les jeunes adolescents se renseignent sur les attentes sociales, les rôles et les attitudes en lien avec leur socialisation sexo-spécifique dans le milieu scolaire et sur la façon dont leur santé sexuelle et reproductive est liée à ces aspects. L'un des objectifs spécifiques du projet

est de faciliter l'utilisation généralisée des stratégies par les écoles, les adolescents et les collectivités en vue de réduire les inégalités entre les sexes, d'éliminer les stéréotypes sexistes, de favoriser l'application des normes sexo-spécifiques positives et d'impulser la pratique des droits sexuels liés à la SSR.

c. Groupe SOS avec le soutien de l'AFD : Projet « Favoriser l'accès à la SSR au Burkina Faso »

Ce projet a été mis en œuvre dans les zones périphériques de Ouagadougou et avait pour cibles principales les femmes de 15-49 ans. Les principales activités réalisées dans le cadre de ce projet sont entre autres les formations des agents communautaires des organisations locales (IES Femmes, ABBEF) et les centres de santé ; les sensibilisations par l'éducation sexuelle dans les centres de santé et lycées, et les causeries éducatives communautaires.

d. Mwangaza Action avec le soutien de Advocates for Youth : Projet « Programme de Participation communautaire pour la SSR des jeunes au Burkina »

Le projet de Mwangaza Action vise à améliorer la santé sexuelle et reproductive des jeunes à travers la participation communautaire. Spécifiquement il s'est agi de changer les connaissances, les attitudes et les pratiques affectant la SSR des jeunes; d'impliquer les membres de la communauté surtout des jeunes dans l'élaboration, la réalisation et l'évaluation des interventions ; renforcer les capacités des partenaires (réalisations de formations, élaborations des interventions destinées à stimuler l'engagement des jeunes, gestion de programmes de santé). Il a été mis en œuvre à Bittou, Pama et Léo dans le Sud du Burkina Faso et a ciblé les jeunes et adultes de la communauté. Comme actions menées dans la mise en œuvre du projet, nous pouvons citer les causeries éducatives, les animations grand public, les théâtre-projection et les vidéos débats sur la SSR des jeunes.

e. Association Burkinabè pour le Bien-être familial (ABBEF) : Projet de renforcement des capacités des adolescents à l'exercice de leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina

Le projet a été mis en œuvre en partenariat avec la Fondation KIMI, la Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), dans les régions du Centre et du Centre-Ouest (districts sanitaires de Bogodogo, Sig-Nonghuin, Réo et Sabou). Au total, 293 067 adolescents et jeunes devaient être touchés d'ici la fin du projet en 2022. A terme, les résultats attendus sont l'accroissement de l'accès des adolescents et des jeunes aux informations et aux services de SSR et une fourniture de services SSR de qualité aux jeunes notamment par des cliniques mobiles d'offres et de prestations.

f. ONG IPC : Projet « Accélération de la réalisation des droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso »

Avec comme partenaire de mise en œuvre l'Association pour la Réadaptation Fonctionnelle (ARF), le projet « Accélération de la réalisation des droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso » a touché près de 1000 femmes et jeunes filles ainsi que leurs conjoints dans la commune de Tenkodogo de 2017 à 2018. Les sessions de sensibilisations sur les méthodes contraceptives, sessions d'alphabétisation et de formation en entrepreneuriat des jeunes en vue de leur autonomisation économique, sont autant d'activités menées dans le cadre du projet.

g. Plan International Burkina : projet « Eliminer les obstacles aux droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes » dans les régions du Sud-ouest, Centre-nord et du Centre-est.

Avec un budget de 337 536 000 FCFA et sur une durée de 3ans (2016-2018), le projet de Plan a ciblé 12 districts sanitaires et 594 380 jeunes élèves et non scolarisés âgés de 10 à 19 ans, victimes d'handicap. L'étude de base dudit projet ayant révélé une faible connaissance sur les méthodes contraceptives par les adolescents, les activités étaient plus centrées sur les sensibilisations et le renforcement des capacités des différents acteurs.

**h. Centre de recherche et d'intervention en genre et développement (CRIGED) :
Projet « droits sexuels et santé de la reproduction des jeunes en milieu scolaire »**

L'objectif visé par le projet est de contribuer au renforcement des compétences des jeunes scolaires pour une gestion sécuritaire et responsable de leur santé sexuelle et reproductive en vue d'une meilleure réussite scolaire. Les jeunes scolaires filles et garçons de 12 à 19 ans des classes de 6^{ème} à la 3^{ème}, les enseignants, les responsables d'établissements et les parents d'élèves ont constitué les cibles de ce projet, dont les actions ont été diverses : formations sur le développement personnel, les droits et devoirs des adolescents, la prise de décisions, le genre et les droits humains, fixation des objectifs de vie et l'apprentissage au refus de rapports sexuels. Elle a pour zone d'intervention la région du Centre, plus précisément la commune de Ouagadougou (lycée Universalis, lycée Nelson Mandela), et la commune rurale de Meguet (lycée départemental) de 2011 à 2013.

Par ailleurs, en 2018, le CRIGED a accompagné la généralisation de l'enseignement de la SSR dans le système éducatif à travers la reproduction de 600 exemplaires de modules de formation sur les thématiques relatives aux mutilations génitales féminines, à la SSR et au mariage d'enfants à l'intention des formateurs et enseignants de l'éducation de base.

**i. L'Association Songui Manégré/ Aide au Développement Endogène (ASMADE) :
Projet d'accélération de la couverture en planification familiale dans 03 provinces de
Kombissiri, région du Centre Sud.**

Ce projet a été mis en œuvre dans 21 villages relevant de 3 CSPP : Gaongo, Monomtenga, Tampinko du district sanitaire de Kombissiri, dans la région du Centre Sud.

Il avait pour objectif la réduction du taux de mortalité maternelle et néonatale au Burkina Faso à travers la promotion de la planification familiale (PF) au sein des couples, des femmes en âge de procréer, mais aussi auprès des adolescentes en vue d'atteindre une prévalence contraceptive moderne de 25 % pour les femmes en union d'ici à 2017. Les principales activités du projet se sont axées sur la tenue de cinq (05) rencontres individuelles de plaidoyer auprès des leaders religieux et coutumiers sur la planification familiale, la réalisation de cent (100) causeries éducatives relatives à la PF auprès des belles mères dans les villages et la tenue de dix-huit causeries éducatives auprès des jeunes couples sur la planification familiale.

**j. Plan International Burkina : Programme d'amélioration de l'accès de tous
notamment les populations pauvres et des groupes vulnérables aux services de base**

Dans le cadre de son programme sur l'Amélioration de l'accès de tous notamment des populations pauvres et des groupes vulnérables aux services sociaux de base, l'ONG Plan International Burkina a mis en œuvre des activités de lutte contre le VIH (gratuité des ARV, PTME). Il s'est agi de la réalisation des activités de prévention de la transmission mère enfant sur le VIH SIDA auprès de 119 870 cibles dont 1300 hommes dans les zones d'intervention de Plan International Burkina.

La liste de ces différentes structures n'est pas exhaustive dans la zone d'intervention du projet ATWA. Au total, quarante-deux (42), ONG/Associations interviennent dans le domaine de la SSR dans la zone du projet ATWA.

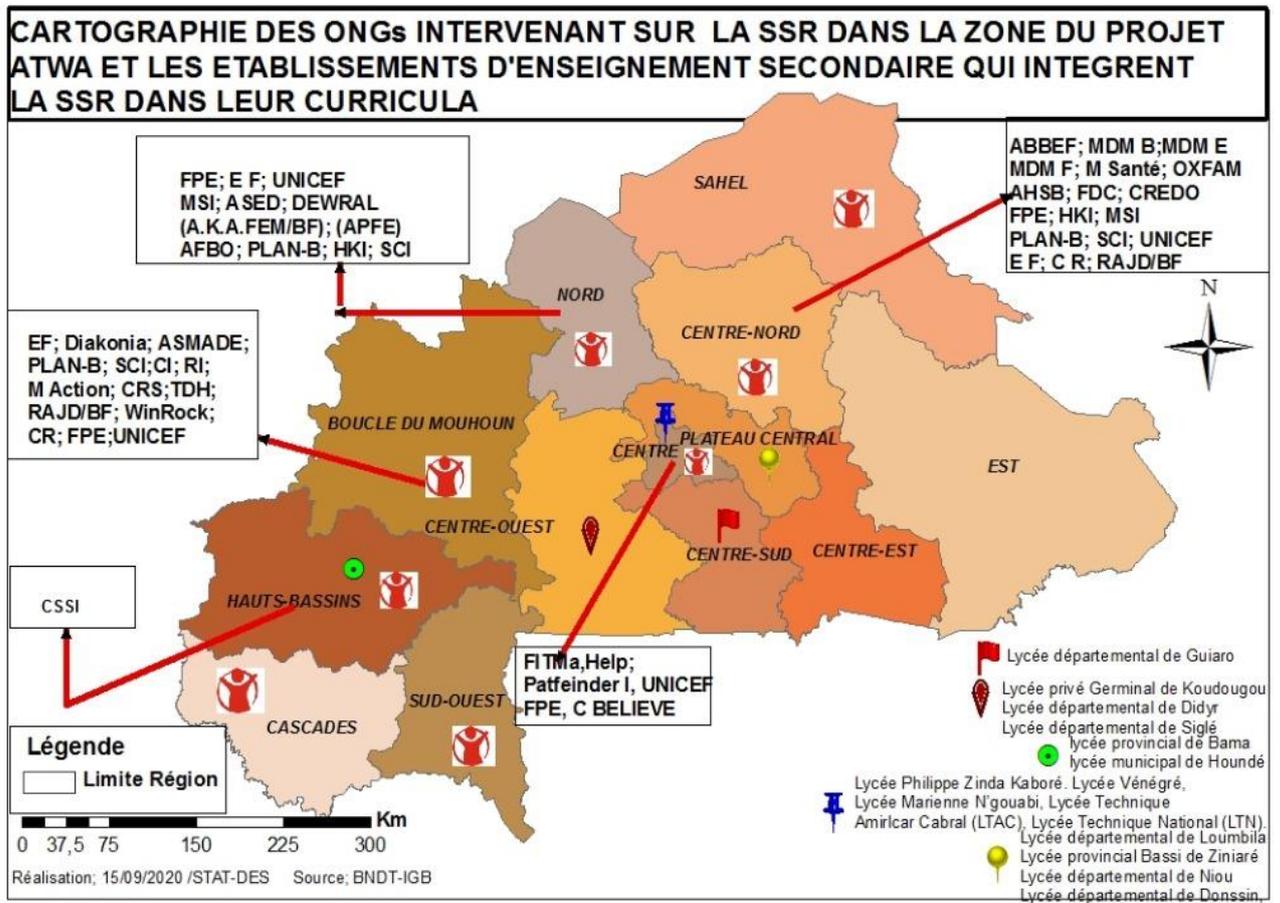


Figure 2 : Cartographie des interventions des ONGs dans le domaine de la SSR

Tableau 12 : Aperçu des ONG/associations dans la zone d'intervention au Burkina Faso

	ONG/Association cartographie des ONGs intervenant dans la SSR dans la zone du projet ATWA	Région	SIGLES
1	Association Burkinabè pour la Bien Etre Familial (ABBEF), Boucle du Mouhoun	Centre Nord,	ABBEF
2	Médecins du Monde Belgique	Centre Nord,	MDM B
3	Médecins du Monde Espagne	Centre Nord,	MDM E
4	Médecins du Monde France	Centre Nord,	MDM F
5	Ministère de la santé	Centre Nord	M Santé
6	Oxfam Burkina Faso	Centre Nord,	OXFAM
7	Association Handicap Solidaire Burkina	Centre Nord,	AHSB
8	Fondation pour le développement communautaire	Centre Nord,	FDC
9	CREDO	Centre Nord,	CREDO
10	Filles Pas Epouse	Centre Nord	FPE
11	Helen Keller International	Centre Nord	HKI
12	Marie stopes International	Centre Nord	MSI
13	Plan International Burkina Faso	Centre Nord	PLAN-B
14	Save the Children International	Centre Nord	SCI
15	UNICEF	Centre Nord	UNICEF
16	Expertise France	Centre Nord	E F
17	Croix rouge	Centre Nord	C R
18	Réseau Africain Jeunesse et Développement au Burkina	Centre Nord	RAJD/BF
19	Filles Pas Epouse	Nord	FPE
20	Expertise France	Nord	E F
21	UNICEF	Nord	UNICEF
22	Marie stopes International	Nord	MSI
23	Association solidarité enfants défavorisés	Nord	ASED
24	Association DEWRAL	Nord	DEWRAL
25	Association Koom pour l'autopromotion des femmes du Burkina Faso (A.K.A.FEM/BF)	Nord	(A.K.A.FEM/BF)
26	Association pour la promotion de la femme et de l'enfant (APFE)	Nord	(APFE)
27	Association des femmes burkinabè de Ouahigouya	Nord	AFBO

28	Plan International Burkina Faso	Nord	PLAN-B
29	Helen Keller International	Nord,	HKI
30	Save the Children International	Nord	SCI
31	Expertise France	Boucle du Mouhoun	EF
32	Diakonia	Boucle du Mouhoun	Diakonia
33	ASMADE	Boucle du Mouhoun	ASMADE
34	Plan International Burkina Faso	Boucle du Mouhoun	PLAN-B
35	Save the Children International	Boucle du Mouhoun	SCI
36	Caritas International	Boucle du Mouhoun	CI
37	Reach Italia	Boucle du Mouhoun	RI
38	Mwangaza Action	Boucle du Mouhoun	M Action
39	CRS	Boucle du Mouhoun	CRS
40	TDH	Boucle du Mouhoun	TDH
41	Réseau Africain Jeunesse et Développement au Burkina	Boucle du Mouhoun	RAJD/BF
42	WinRock International	Boucle du Mouhoun	WinRock
43	Croix rouge	Boucle du Mouhoun	CR
44	Filles Pas Epouse	Boucle du Mouhoun	FPE
45	UNICEF	Boucle du Mouhoun	UNICEF
46	Fondation international Tierno et Mariam (FITMa)	Centre	FITMa
47	Help	Centre	Help
48	Patfeinder International	Centre	Patfeinder I
49	UNICEF	Centre	UNICEF
50	Filles Pas Epouse	Centre	FPE
51	Children Believe	Centre	C BELIEVE
52	Centre de support en santé internationale	Hauts Bassins	CSSI

IV. Analyser les programmes d'études tenant compte des sexospécificités Annexe 2 et Annexe 3

L'objectif général de l'étude était de faire un état de lieux des services de Santé Sexuelle et Reproductive des adolescents dans 75 formations sanitaires d'intervention du projet ATWA. L'étude s'est déroulée dans les trois régions d'intervention du programme ATWA que sont le Centre-Nord, le Nord et la Boucle du Mouhoun du projet ATWA. Il s'agissait entre autres de faire l'état des lieux de l'offre de service dans les formations sanitaires desdites régions en matière de SSRA. Au total 50 communes ont été concernées par l'étude. Pour assurer la qualité des données à collecter, plusieurs stratégies ont été mises en œuvre aussi bien lors du recrutement et de la formation du personnel de collecte que lors de la collecte des données.

Les objectifs spécifiques étaient :

- ❖ Évaluer l'existence de services de SSR adaptés aux adolescents et la qualité des services dispensés ;
- ❖ Identifier les besoins en termes de renforcement des structures de santé en matière de SSRA ;
- ❖ Identifier les barrières d'accès aux services de SSRA afin d'orienter les activités du projet en faveur de la levée de ces barrières ;

V. Evaluation pour Liptako Gourma. Annexe 4 (A,B,C)

VI. Définir les risques Annexe 5

VII. Estimation du coût et calendrier détaillé de mise en œuvre

X. Inventaire et des analyses des lignes directrices sur la santé sexuelle et les droits reproductifs des adolescents : Plans stratégiques, politique nationale, normes et procédures.